

Les limitations de demandes d'asile sèment l'inquiétude

■ L'incompréhension règne suite à la décision de Theo Francken de limiter le nombre de demandes d'asile à 60 par jour.

Office des étrangers (OE) n'accepte plus que 60 demandes d'asile par jour, comme l'annonçait *La Libre* dans l'édition de ce jeudi. Une décision prise par Theo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration (N-VA), qui s'inquiète de l'augmentation récente des demandes d'asile. Cette limitation permettrait, d'après son cabinet, d'anticiper une potentielle crise d'asile et soulager le réseau d'accueil géré par Fedasil, l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile, et la Croix-Rouge. À noter que l'OE enregistre en moyenne entre 70 et 80 demandes d'asile, voire plus si nécessaire. Pendant la crise de l'asile de 2015, il en acceptait 100 à 110.

Des problèmes humanitaires

Pour les organisations de défense des migrants et pour celles chargées de gérer l'accueil des demandeurs d'asile, limiter le nombre de demandes d'asile par jour provoque une saturation anticipée du réseau et est même injustifié. D'aucuns s'interrogent: pourquoi établir un quota par jour, alors que les statistiques actuelles (2 750 demandes en octobre) sont en deçà de la crise de 2015 (5 512 demandes en septembre)? Et estiment que le secrétaire d'État savait que cette situation allait se présenter, le réseau d'accueil étant saturé depuis plusieurs mois. *"Bloquer les inscriptions va inévitablement créer des problèmes humanitaires. Demander l'asile est un droit, c'est légal. Des gens vont inévitablement se retrouver dans la rue, ce qui me tracasse énormément. Hier, 40 personnes ont dormi dehors. D'expérience, je peux dire qu'on est en train de reproduire ce qui s'est passé il y a quelques années. Quelle que soit l'intention du cabinet Francken, les conséquences d'un tel blocage peuvent être dramatiques. Et puis, le discours du secrétaire d'État est très contradictoire: quand il parle des migrants de transit, il dit qu'ils n'ont qu'à déposer une demande d'asile et quand les gens viennent demander l'asile, ils sont bloqués. Ça n'a aucun sens!"*, observe Billy Jungling, directeur du département d'accueil des demandeurs d'asile de la Croix-Rouge, selon lequel des places sont encore disponibles dans les centres collectifs.

Du côté de Fedasil, on estime qu'il faut attendre avant de tirer des conclusions de la mesure prise par Theo Francken. *"La semaine dernière, Fedasil a fait des propositions pour augmenter la capacité d'accueil et soumis une liste de 10 000 places d'accueil potentielles. C'est au gouvernement de décider ce qu'il fera de cette proposition"*, indique Benoît Mansy, porte-parole de Fedasil.